

# DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 24 NOVEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-quatre novembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de SAINT-JORIOZ (Haute-Savoie), dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans la salle consulaire, sous la présidence de Monsieur Michel BEAL, Maire.

PRESENTS (23):

BEAL Michel, SAINT-MARCEL André, CHARVIN Chantal, COLOMBET Agnès, BANCOD Hervé, SORCE Rose-Marie, CABY François, PASTOR Gérard, COURTOIS Catherine, EMONET Elisabeth, LETEROUIN Corinne, CANET Véronique, JOSSERAND Françoise, BOUCHER Christophe, GONDA Frédéric, EL HAGE Henriette, VAUTHIER Jean-Luc, GARDET Carole, de LA CHAPELLE Grégory, MORISET Kamila, VANDEPITTE Brice, wharmby Isabelle, SICARD Rudy.

## ABSENTS AYANT DONNE POUVOIR (3):

Michaël DEHOORNE a donné pouvoir à Brice VANDEPITE Sylvia BUREL a donné pouvoir à Françoise JOSSERAND Aude SCOTTON a donné pouvoir à Elisabeth EMONET

ABSENTS EXCUSES (3): Flavien LEGER, Vincent GASCA, Laurent CHAUMARD,

Date de convocation du Conseil Municipal: 18/11/2025

Date d'affichage: 18/11/2025

Elisabeth EMONET a été élue secrétaire de séance.

#### Délibération rendue exécutoire

Compte tenu de la transmission en Préfecture le : 26. V1 2025 Et publication le : 27 11 2025 Le Maire.

## Reprise de concessions perpétuelles en état d'abandon

Afin de maintenir un aspect décent dans le cimetière communal, partie ancienne, la commune a engagé une procédure de reprise de 14 concessions en état d'abandon en 2024, conformément au code général des collectivités territoriales.

La publicité a été effectuée, notamment par l'affichage à l'entrée du cimetière, à la mairie, ainsi que par la pose d'une plaquette sur chaque sépulture.

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2223-17, L. 2223-18 et R. 2223-12 et suivants ;

**Vu** le Décret n° 2022-1127 du 5 août 2022 portant diverses mesures relatives à la règlementation funéraire ;

**Vu** les procès-verbaux signés les 7 mai 2024 et 16 octobre 2025 désignant et constatant l'état d'abandon des concessions à reprendre en raison de leur état ;

Une famille s'est manifestée pour remettre en état une concession, celle-ci est exclue de la procédure.

Il reste donc 13 concessions à reprendre:

| EMPLACEMENT | NUMERO | Concession                        |                  |  |
|-------------|--------|-----------------------------------|------------------|--|
|             |        | NOM DU<br>CONCESSIONNAIRE         | DATE ATTRIBUTION | OBSERVATIONS   |
| CARRE EST   | 2      | CHAPPET Jeanne<br>(née CHALLAMEL) | 10/12/1909       | végétation envahissante  |
| CARRE EST   | 3      | BORNE Joséphine<br>(née VELLAND)  | 25/11/1909       | Croix cassée posée sur le dessus de la<br>stèle.<br>Pierre tombale recouverte de lichen et<br>mousse |
| CARRE NORD  | 15     | FONTAINE Jacques                  | 23/10/1940       | pierre tombale affaissée et en mauvais<br>état   |



| CARRE B | 378 | TERRIER Jean  | 16/05/1928 | Concession affaissée et bordure cassée<br>Stèle cassée sur le dessus   |
|---------|-----|---|------------|--|
| CARRE B | 382 | DRUGE François                                      | 24/05/1944 | Pierre tombale en mauvais état<br>Végétation envahissante  |
| CARRE C | 264 | LITTOZ Jean   | 10/01/1925 | Concession non entretenue - pas de<br>trace de passage<br>Entourage cassé à de multiples endroits  |
| CARRE C | 267 | HOWLETT CHAPPAZ                                     | 24/01/1924 | Stèle instable<br>Bordures détériorées<br>Pierre tombale affaissée et recouverte<br>de lichen  |
| CARRE C | 268 | VOISIN Eugénie<br>(née JOURDAN)                     | 23/01/1924 | Stèle instable et fissurée.<br>Dangereux en l'état.  |
| CARRE D | 214 | DECOUX Charles                                      | 21/02/1925 | Pas de stèle<br>Pas de pierre tombale.<br>Terrain en herbe non entretenu   |
| CARRE F | 171 | FONTAINE Louise<br>(née COPPIER)                    | 25/11/1907 | Stèle instable<br>Végétation envahissante<br>Souche d'arbre sur l'emplacement  |
| CARRE F | 172 | COTTET Marguerite<br>(née RIFFLER)                  | 11/10/1907 | Stèle cassée et instable<br>Croix qui bouge<br>Monument dangereux en l'état  |
| CARRE G | 195 | GARDET François<br>LACOMBE Philippe                 | 31/03/1897 | Barrières en fer sur les côtés<br>désolidarisées de la pierre tombale ou<br>cassées.<br>Pierre tombale cassée à de multiples<br>endroits - |
| CARRE G | 198 | MILLET FRANCOIS<br>RAVANEL Michel<br>VIANNAY Michel | 8/02/1889  | Végétation envahissante<br>stèle cassée  |

L'état d'abandon de ces concessions a été constaté à deux reprises, à un an d'intervalle, les 2 mai 2024 et 16 octobre 2025.

Il est proposé de clôturer la procédure en demandant au conseil municipal de se prononcer sur la reprise des concessions en état d'abandon ci-dessus.

**Considérant** que les concessions ont plus de trente ans d'existence, que la dernière inhumation remonte à plus de dix ans et qu'elles sont en état d'abandon conformément aux articlés précités;

**Considérant** que les démarches de recherche des ayants droit sont demeurées infructueuses malgré les affichages règlementaires, cependant, si une famille venait à se manifester avant les travaux au cimetière, la concession sortirait de la procédure.

**Considérant** qu'il y a lieu, dans l'intérêt de la salubrité publique et de la bonne gestion du cimetière, de prononcer la reprise desdites concessions au profit de la commune ;



## Il est proposé au Conseil Municipal :

- De déclarer les concessions inscrites ci-dessus en état d'abandon
- **D'autoriser** Monsieur le Maire à reprendre lesdites concessions, les terrains redeviendront propriété de la commune, et à signer tous les documents y afférent
- De prendre acte que les crédits seront inscrits au budget primitif 2026.

A l'issue de cette délibération, M. le Maire prendra un arrêté municipal de reprise dont il assurera la publicité conformément à la réglementation en vigueur.

## LE CONSEIL MUNICIPAL ADOPTE A L'UNANIMITÉ 1 contre : Rudy SICARD

Pour extrait conforme, le 24 novembre 2025

Le secrétaire de séance, Elisabeth Emonet Le Maire, Michel BEAL

La délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant M. le Maire de Saint-Jorioz dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Grenoble par voie postale ou par voie électronique (Télérecours citoyens : www.telerecours.fr) dans le délai de deux mois à compter de la publication de la délibération ou de la notification de la décision du Maire lorsqu'un recours gracieux a été préalablement déposé.